Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour consulter tous nos sujets d'annales et corrigés du CAP Pâtissier, veuillez visiter :
courscappatissier.fr/annales-sujets-et-corriges

CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE

PÂTISSIER

SESSION 2026

ÉPREUVE EP1 : TOUR, PETITS FOURS SECS ET MOELLEUX, GÂTEAUX DE VOYAGE

Coefficient : 8 Durée : 5 heures 30

Aucun document ou matériel autorisé en dehors de ceux fournis avec le sujet.

Composition de l'épreuve	Support
PARTIE 1 : ANALYSE JURIDIQUE (7 points)	Dossier Questionnement
PARTIE 2 : ANALYSE MANAGÉRIALE ET STRATÉGIQUE (7 points)	Dossier Questionnement
PARTIE 3 : ANALYSE ÉCONOMIQUE ET GESTION COMMERCIALE (6 points)	Dossier Questionnement
DOSSIER TECHNIQUE ET RESSOURCES (DT 1, DT 2, DT 3)	Fourni avec le sujet
DOCUMENTS RÉPONSES (DR 1, DR 2, DR 3) : À RENDRE AVEC LA COPIE	Fin de sujet

L'usage de calculatrice avec mode examen actif est autorisé. L'usage de calculatrice sans mémoire, « type collège », est autorisé.

Ce sujet comporte 9 pages numérotées de 1/9 à 9/9.
Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

LES DOCUMENTS RÉPONSES SITUÉS EN FIN DE DOSSIER SONT À COMPLÉTER ET À RENDRE OBLIGATOIREMENT AVEC LA COPIE.

DOSSIER SUJET

MISE EN SITUATION PROFESSIONNELLE ET CONSIGNES GÉNÉRALES : MAISON SUCRÉE DES BROTTEAUX, ENTREPRISE FICTIVE SITUÉE À LYON (RHÔNE)

Précision réglementaire : pour la session 2026, la connaissance de l'entreprise et de son environnement économique, juridique et commercial ne constitue pas une épreuve autonome du CAP Pâtissier. Elle ne peut donc pas être présentée comme une épreuve indépendante dotée d'un coefficient propre. L'épreuve EP1 porte officiellement sur le tour, les petits fours secs et moelleux et les gâteaux de voyage. Le présent dossier propose une situation intégrée de gestion appliquée en lien avec cette épreuve ; il ne constitue pas, à lui seul, le sujet complet de l'EP1.

La Maison Sucrée des Brotteaux est une entreprise fictive ayant la forme d'une société par actions simplifiée (SAS). Elle emploie 12 salariés et fabrique notamment des tartes, des petits fours et des gâteaux de voyage. Son positionnement repose sur une fabrication artisanale, une offre de saison et la vente en boutique et en ligne. La direction étudie ses résultats commerciaux et doit examiner la situation d'un livreur inscrit comme travailleur indépendant, dont les conditions de travail sont contestées.

Le dossier est composé de trois parties totalisant 20 points. Répondez à toutes les questions en vous appuyant sur la situation et les documents techniques DT 1 à DT 3. Les calculs doivent faire apparaître les opérations utiles. Toute réponse juridique doit être structurée selon le raisonnement juridique demandé. Les données chiffrées relatives à l'entreprise sont des données de cas fournies pour cette situation.

PARTIE 1 : ANALYSE JURIDIQUE (7 points)

Qualification d'une relation de travail et application des règles de droit

La Maison Sucrée des Brotteaux fait appel depuis huit mois à Amine, inscrit comme micro-entrepreneur pour assurer des livraisons. Il intervient du lundi au vendredi, de 8 h à 12 h. La responsable lui transmet chaque matin les adresses et l'ordre des livraisons. Amine utilise le véhicule de l'entreprise, porte une tenue à son nom et doit prévenir la responsable en cas d'impossibilité d'effectuer une tournée. Celle-ci contrôle les horaires de livraison et a adressé deux avertissements écrits après des retards. Amine facture ses prestations chaque mois.

À l'aide des DT 1 et DT 2, traitez les questions en suivant les étapes du syllogisme juridique : qualification juridique des faits, problème de droit, règle de droit applicable, solution motivée pour le cas étudié.

1.1 (1,5 point) Relevez et qualifiez juridiquement les faits utiles pour examiner le statut d'Amine. Distinguez les éléments relatifs à son inscription comme indépendant de ceux portant sur les conditions réelles d'exécution de son activité.

1.2 (1 point) Formulez le problème de droit soulevé par cette situation sous la forme d'une question.

1.3 (2 points) Présentez la règle de droit applicable en vous appuyant sur les extraits du DT 1 et sur le principe rappelé dans le DT 2. Précisez les critères permettant de caractériser un lien de subordination.

1.4 (2,5 points) Appliquez cette règle aux faits et concluez, de manière motivée, sur le risque de requalification de la relation entre Amine et la société en contrat de travail. Votre réponse doit relier chaque critère pertinent à un fait précis du dossier.

PARTIE 2 : ANALYSE MANAGÉRIALE ET STRATÉGIQUE (7 points)

Diagnostic stratégique, environnement et préconisations

La direction souhaite consolider le développement de la Maison Sucrée des Brotteaux. Elle doit tenir compte de ses ressources internes, de l'évolution de son marché et des risques repérés dans la situation de travail exposée en partie 1. Appuyez-vous sur les DT 1 à DT 3. Toute analyse doit être justifiée par un élément précis du dossier.

Repères pour le diagnostic stratégique de l'entreprise

Dimension	Éléments du dossier
Ressources humaines	12 salariés ; savoir-faire artisanal ; situation du livreur à sécuriser
Offre et positionnement	Fabrication artisanale ; offre de saison ; vente en boutique et en ligne
Données commerciales	Chiffre d'affaires en hausse entre 2024 et 2025 ; marché local estimé à 6 000 000 €
Environnement	Hausse du coût du cacao ; progression de la demande de commandes en ligne

Éléments issus de la situation et des données fournies dans les DT 1 à DT 3.

2.1 (2,5 points) Réalisez un diagnostic SWOT de l'entreprise en indiquant au moins deux forces, deux faiblesses, deux opportunités et deux menaces. Classez chaque élément dans la bonne catégorie et justifiez-le par les documents.

2.2 (2 points) Présentez une analyse PESTEL de l'environnement de l'entreprise. Identifiez quatre facteurs externes appartenant à au moins trois dimensions différentes et expliquez brièvement leur effet possible sur l'activité.

2.3 (1 point) Analysez le choix de positionnement de l'entreprise, qui associe fabrication artisanale, offre de saison et vente en ligne. Montrez en quoi ce choix peut constituer une réponse à l'évolution du marché, tout en identifiant une limite ou un risque.

2.4 (1,5 point) Formulez deux préconisations opérationnelles pour la direction : l'une portant sur la sécurisation de l'organisation du travail et l'autre sur le développement commercial. Justifiez chacune d'elles par un élément du diagnostic.

PARTIE 3 : ANALYSE ÉCONOMIQUE ET GESTION COMMERCIALE (6 points)

Exploitation de données comptables et appréciation de l'activité

Les données financières et commerciales de l'entreprise figurent dans le DT 3. Pour les calculs de rentabilité, on assimile les charges variables au coût des ventes indiqué dans le tableau. Le seuil de rentabilité est calculé à partir des charges fixes et du taux de marge sur coûts variables. Arrondissez les montants à l'euro et les taux au dixième de point si nécessaire.

3.1 (1,5 point) Calculez l'évolution du chiffre d'affaires entre 2024 et 2025, en valeur puis en pourcentage. Présentez le calcul et interprétez le résultat.

3.2 (2 points) Pour 2025, calculez la marge sur coûts variables, puis son taux par rapport au chiffre d'affaires. Indiquez la formule utilisée.

3.3 (1,5 point) Calculez le seuil de rentabilité 2025 à partir des charges fixes et du taux de marge sur coûts variables. Indiquez si le chiffre d'affaires réalisé dépasse ce seuil et calculez la marge de sécurité en euros.

3.4 (1 point) À partir du chiffre d'affaires 2025 et de la taille du marché local estimée dans le DT 3, calculez la part de marché de l'entreprise. Interprétez ce résultat avec prudence au regard de la nature estimative de la donnée de marché.

DOSSIER TECHNIQUE ET RESSOURCES

Documents ressources nécessaires à la résolution du sujet

DT 1 : ÉLÉMENTS DE DROIT APPLICABLES À L'EXAMEN D'UNE RELATION DE TRAVAIL

Extraits de textes en vigueur, reproduits à des fins de consultation.

Code du travail, article L. 8221-6, extrait : les personnes régulièrement immatriculées au registre ou auprès des organismes mentionnés par le texte sont présumées ne pas être liées avec le donneur d'ouvrage par un contrat de travail dans l'exécution de l'activité donnant lieu à cette immatriculation. L'existence d'un contrat de travail peut toutefois être établie lorsque les prestations sont réalisées dans des conditions plaçant la personne dans un lien de subordination juridique permanente à l'égard du donneur d'ouvrage.

Code du travail, article L. 1221-1 : le contrat de travail est soumis aux règles du droit commun et peut être établi selon les formes que les parties contractantes décident d'adopter, sous réserve des dispositions légales applicables.

Code civil, article 1104 : les contrats doivent être négociés, formés et exécutés de bonne foi. Cette disposition est d'ordre public.

Ces extraits ne dispensent pas d'examiner les conditions concrètes dans lesquelles l'activité est accomplie.

Indices à examiner dans les conditions d'exécution de l'activité

Indice	Élément à rechercher dans la situation
Ordres et directives	Qui détermine les tâches, les horaires ou les modalités d'exécution ?
Contrôle	Qui vérifie l'exécution du travail et selon quelles modalités ?
Pouvoir de sanction	Des conséquences sont-elles imposées en cas de manquement ?
Autonomie	La personne organise-t-elle librement son activité et ses moyens ?

Repères de lecture : aucun indice ne doit être isolé des autres circonstances.

DT 2 : JURISPRUDENCE DE LA COUR DE CASSATION : DÉFINITION DU LIEN DE SUBORDINATION

Cour de cassation, chambre sociale, 13 novembre 1996, pourvoi n° 94-13.187, Société générale.

Visa : article L. 121-1 du Code du travail alors applicable, devenu notamment l'article L. 1221-1 du Code du travail.

Attendu de principe : « le lien de subordination est caractérisé par l'exécution d'un travail sous l'autorité d'un employeur qui a le pouvoir de donner des ordres et des directives, d'en contrôler l'exécution et de sanctionner les manquements de son subordonné ».

Motivation et portée : la qualification de la relation dépend des conditions de fait dans lesquelles l'activité est exercée. La dénomination retenue par les parties ou l'existence d'une immatriculation

comme travailleur indépendant ne suffisent pas, à elles seules, à écarter la qualification de contrat de travail si les critères de subordination sont réunis.

DT 3 : TABLEAU DE BORD FINANCIER ET COMMERCIAL DE LA MAISON SUCRÉE DES BROTTEAUX

Les montants ci-dessous sont fournis pour le cas étudié. Ils sont exprimés hors taxes et arrondis à l'euro. Pour la question relative au seuil de rentabilité, les charges fixes sont supposées stables sur la période étudiée et les charges variables proportionnelles au chiffre d'affaires.

Données financières annuelles

Indicateur	Exercice 2024	Exercice 2025
Chiffre d'affaires	840 000 €	900 000 €
Coût des ventes assimilé aux charges variables	420 000 €	495 000 €
Charges fixes d'exploitation	360 000 €	360 000 €
Résultat d'exploitation après charges fixes	60 000 €	45 000 €

Données internes de gestion communiquées par la direction pour le cas étudié.

Repères de marché et d'environnement

Indicateur ou observation	Valeur ou constat
Taille estimée du marché local de la pâtisserie artisanale en 2025	6 000 000 € de chiffre d'affaires
Évolution estimée des commandes locales en ligne	+ 9 % sur un an
Évolution du coût d'achat du cacao constatée par l'entreprise	+ 18 % sur un an
Canaux de vente de l'entreprise	Boutique et commandes en ligne

Estimations communiquées dans le cadre de la situation ; elles ne constituent pas des statistiques officielles.

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

DR 1 : Document réponse à rendre avec la copie : questions 1.1 à 1.4 **À RENDRE AVEC LA COPIE**

Complétez directement le tableau. Pour la solution, reliez explicitement les règles de droit aux faits de la situation.

Grille d'analyse de la situation juridique

Étape du raisonnement juridique	Réponse
Qualification juridique des faits	.....
Problème de droit	.....
Règle de droit applicable et critères jurisprudentiels	.....
Application de la règle aux faits	.....
Conclusion motivée	.....

À compléter par le candidat.

Cadre réservé aux justifications, calculs complémentaires ou schémas du candidat :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

DR 2 : Document réponse à rendre avec la copie : questions 2.1 et 2.2

À RENDRE AVEC LA COPIE

Complétez les cases avec des éléments précis du dossier. Pour le PESTEL, indiquez l'effet possible de chaque facteur sur l'entreprise.

Tableau de diagnostic stratégique

Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....

À compléter par le candidat.

Tableau d'analyse PESTEL

Dimension	Facteur externe	Effet possible sur l'entreprise
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....

Indiquez au moins quatre facteurs relevant d'au moins trois dimensions différentes.

Cadre réservé aux justifications, calculs complémentaires ou schémas du candidat :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

DR 3 : Document réponse à rendre avec la copie : questions 3.1 à 3.4 **À RENDRE AVEC LA COPIE**

Complétez les calculs en indiquant les opérations réalisées, les résultats et les unités. Arrondissez conformément aux consignes de la partie 3.

Tableau de calculs de gestion

Indicateur	Calcul	Résultat et interprétation
Évolution du chiffre d'affaires entre 2024 et 2025	.....	.....
Marge sur coûts variables 2025	.....	.....
Taux de marge sur coûts variables 2025	.....	.....
Seuil de rentabilité 2025	.....	.....
Marge de sécurité 2025	.....	.....
Part de marché estimée en 2025	.....	.....

À compléter par le candidat.

Cadre réservé aux justifications, calculs complémentaires ou schémas du candidat :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.